

Bangladesh : ne pas oublier Rana Plaza

jeudi 15 août 2019, par [SARKAR Saurav](#) (Date de rédaction antérieure : 12 août 2019).

Six ans après l'effondrement de l'usine de vêtements Rana Plaza qui a tué plus d'un millier de personnes, les travailleurs bangladais sont en grève pour obtenir de meilleurs salaires et des conditions de travail plus sûres.

Le 23 avril 2013, une équipe de télévision locale a filmé des fissures dans le complexe de l'usine Rana Plaza à Dhaka, au Bangladesh. Le bâtiment a été évacué, mais le propriétaire du bâtiment l'a déclaré sécuritaire et a demandé aux travailleurs de revenir le lendemain. Ether Tex, un fournisseur de Walmart logé dans l'immeuble, a menacé de retenir un mois de salaire de tous les travailleurs qui ne reviendraient pas.

Le bâtiment s'est effondré le 24 avril et lorsque les décombres ont finalement été déblayés, 1 134 personnes ont été retrouvées mortes et 2 500 autres blessées. Ce fut la pire catastrophe industrielle de l'histoire de l'industrie du vêtement.

L'accord du Bangladesh sur la sécurité incendie et la sécurité des bâtiments est né des cendres de Rana Plaza. Pacte international réunissant des organisations à but non lucratif, des fabricants et des détaillants occidentaux, des fédérations syndicales locales du Bangladesh et plusieurs grands syndicats mondiaux, l'Accord a surveillé la sécurité incendie et la sécurité des bâtiments dans 1 700 usines au Bangladesh au cours des six dernières années pour des marques signataires.

Parmi les principales dispositions de l'accord figurent la surveillance indépendante des usines impliquant des travailleurs et des syndicats, des comités de santé et de sécurité élus sur les lieux de travail, un mécanisme de plainte des travailleurs, le droit de refuser un travail dangereux et la divulgation publique des noms d'usines, des données d'inspection et des plans de dépollution .

Avant l'effondrement du Rana Plaza, les usines de confection étaient elles-mêmes en grande partie responsables de la surveillance des conditions dans les usines grâce à des systèmes de surveillance internationaux impitoyables offrant une couverture de relations publiques aux marques occidentales.

« Rana Plaza a montré au monde que les audits de sécurité auto-régulés au Bangladesh étaient une farce », a déclaré Léonie Guguen de la fédération syndicale mondiale des fabricants, IndustriALL. « Il était temps pour quelque chose de radicalement différent et quelque chose qui avait du muscle. »

L'Accord se distinguait des solutions de remplacement purement blanchies par le fait qu'il était juridiquement contraignant et que les marques devaient maintenir leurs relations avec les fournisseurs pendant que des correctifs étaient apportés aux usines. En d'autres termes, les marques occidentales ne pourraient plus fonctionner dès les premiers signes de problèmes ou imputer les conditions de sécurité uniquement aux acteurs locaux au lieu de se faire réparer.

Résultats

Les résultats de l'Accord ont été impressionnants en termes de sécurité sur le lieu de travail. Il a

effectué trente mille inspections et a corrigé plus de 90% des violations commises dans mille usines. Les correctifs concernent 2,5 millions de travailleurs, bien que certaines des améliorations les plus coûteuses restent à faire, selon le Forum international des droits du travail (ILRF), témoin signataire de l'accord.

L'Accord a apporté de la crédibilité - et surtout des dollars fournis par les marques internationales confrontées à une catastrophe de relations publiques - pour améliorer les conditions de sécurité dans les usines de confection du Bangladesh.

Huit syndicats du Bangladesh ont été convoqués à la table, de même qu'IndustriALL et UNI, une autre fédération syndicale mondiale. Point crucial, des dizaines de marques internationales - principalement européennes - ont signé.

« L'Accord a été précieux dans la mesure où il a permis aux travailleurs de s'organiser », a déclaré Monika Hartsel du Solidarity Center. « Cela leur donne une petite couverture en sachant que les marques qui s'approvisionnent dans les usines qu'elles organisent sont peut-être plus réactives. »

Les partisans de l'Accord soulignent en particulier que son mécanisme de plainte des travailleurs est un moyen de donner la parole aux travailleurs. Par exemple, un rapport de l'ILRF datant de mai 2019 a mis en évidence une situation chez Ananta Apparels en 2017, où le bâtiment avait été endommagé, ce qui avait amené les travailleurs à craindre un effondrement imminent comme celui de Rana Plaza. Les superviseurs, les propriétaires d'usines et la BGMEA ont tous cajolé et contraint les travailleurs à revenir au travail, mais les travailleurs ont déposé une plainte indépendante auprès de l'Accord avec l'aide de la Fédération nationale des ouvriers du vêtement. L'usine a été fermée et réparée, et les travailleurs ont été rétablis quatre jours de salaire pour le travail manqué.

Limites

Mais était-ce suffisant ?

L'Accord ne portait pas principalement sur le droit d'organisation.

Chaumtoli Huq, professeur à la faculté de droit de l'Université de New York et réalisateur du film *Sramik Awaaz* (Worker Voices) de 2017 sur l'industrie du vêtement au Bangladesh, a déclaré que c'était un problème : « Les travailleurs que j'ai interviewés dans mon documentaire étaient très clairs. ce qu'ils pensent qu'il faut faire : l'accord n'a pas été renouvelé, mais un syndicat installé dans mon usine. » Elle affirme que le mouvement de solidarité internationale n'écoute pas suffisamment ces travailleurs.

En 2018, lorsque l'accord a été prolongé au-delà de ses cinq années initiales, il a ajouté que la protection de la liberté d'association constituait un principe, un pas en avant important. Mais à ce moment-là, les questions de santé et de sécurité et le pouvoir des travailleurs avaient divergé en tant que sujets à défendre. Alors que le réseau de solidarité internationale mettait l'accent sur les travaux de l'Accord relatifs à la sécurité incendie et à la sécurité des bâtiments, les travailleurs du vêtement eux-mêmes ont réclamé des salaires plus élevés grâce à des grèves sauvages pour la fin 2018 et le début de 2019.

« Ce qui est étrange, c'est que vous avez presque ces deux mouvements parallèles : vous avez la pièce Accord et vous avez la pièce salaires et syndicalisation », a déclaré Huq.

Malgré les efforts de l'Accord, les salaires restent extrêmement bas au Bangladesh - les salaires moyens dans les usines du Bangladesh sont les plus bas des pays exportateurs de vêtements du monde.

« Tout le monde a une portée dans son travail : l'accord envisageait de renforcer la sécurité des travailleurs après Rana Plaza et Tazreen », a déclaré Nomita Nath, présidente de la Fédération des syndicats indépendants du vêtement du Bangladesh. « S'ils avaient travaillé sur la liberté des travailleurs de s'affilier à des syndicats, cela aurait été une bonne chose. Mais ce qu'ils ont fait est bien. »

Extension

Après un délai prolongé impliquant des négociations entre l'Accord et la puissante association des fabricants et exportateurs de vêtements du Bangladesh (BGMEA), la Cour suprême du Bangladesh a décidé en mai de prolonger la durée de l'accord de 281 jours.

Les réponses à la prolongation parmi les partisans de l'Accord ont été mitigées. IndustriALL a salué cette annonce comme un progrès compte tenu du doute sur le fait que l'Accord serait autorisé à continuer à fonctionner au Bangladesh.

Mais l'interprétation par le BGMEA du protocole d'entente prolongeant l'accord restreindrait sévèrement la capacité de celui-ci de délaisser les usines dangereuses, de procéder à des inspections indépendantes et d'établir des plans de renforcement de la sécurité pour les usines récemment inspectées.

Babul Akther, président de la Fédération des travailleurs du vêtement et de l'industrie du Bangladesh, a déclaré à Reuters : « Cet accord compromettra à coup sûr la sécurité des travailleurs du vêtement, sachant qu'il n'y aura aucune prise de décision indépendante par l'Accord. »

Akther a ajouté que les syndicats locaux étaient sortis des négociations entre l'Accord et la BGMEA et sanctionnées par le gouvernement du Bangladesh.

Grèves

Cinquante mille ouvriers de l'industrie du vêtement se sont mis en grève au Bangladesh en décembre et en janvier pour protester contre l'augmentation du salaire minimum du gouvernement, qui était loin d'être à la hauteur de leurs revendications. À 95 dollars par mois, le nouveau salaire minimum correspond à moins du quart du salaire minimum vital au Bangladesh, selon le Worker Rights Consortium.

Les grévistes ont été victimes de violences policières et de licenciements collectifs de près de douze mille travailleurs. Des accusations criminelles forgées de toutes pièces ont été portées contre des centaines de travailleurs.

Cette répression n'est pas nouvelle dans le secteur de l'habillement au Bangladesh. Des manifestations de masse similaires en 2016 ont abouti à deux mille licenciements et à l'arrestation d'une douzaine de militants, qui sont allés en prison. Dans l'industrie du vêtement au Bangladesh, les abus de travailleurs qui tentent de s'organiser sont courants, notamment le harcèlement, les licenciements, les listes noires et les agressions.

Bien que le pays ne soit pas un acteur mondial aussi important que la Chine, l'industrie du vêtement au Bangladesh est la deuxième au monde et vitale pour l'économie du pays. Les exportations de vêtements du Bangladesh ont totalisé 31 milliards de dollars au cours de l'année se terminant en juin 2018, soit 84% du total des exportations du pays.

Saurav Sarkar

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

[SAURAV SARKAR](#), Jacobin, 10 août 2019

Version française — <http://alter.quebec/bangladesh-ne-pas-oublier-rana-plaza/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)